ROMYVELINES

Collectif de soutien aux familles roms de la plaine de Triel-Chanteloup, membre du Collectif National Droits de l'Homme Romeurope.

Association pour la scolarisation des enfants du voyage (ASEV),
Association pour la Taxation des Transactions financières pour l'Aide aux Citoyens (ATTAC 78 Nord)
Confédération syndicale des Familles-Epône (CSF), Collectif Français Etrangers en Yvelines (CEFY)
Droit au Logement (DAL), Ligue des Droits de l'Homme (LDH),
Le Niglo en colère-Union Française des Associations Tsiganes (UFAT),
Réseau Education sans Frontières (RESF), Secours Catholique, et des voisins solidaires.

Avec le soutien sur le 78 de :

Union Locale 78 Nord (CGT), Confédération Nationale du Travail (CNT), Union Syndicale Solidaires 78, Alternative Libertaire, Decil, (Mantes), Europe Ecologie/les Verts, Nouveau Parti Anticapitaliste, Parti Communiste Français, Parti Socialiste, Parti de Gauche

Déclaration de Romyvelines - 6 décembre 2011

Le cas particulier des Roumains et Bulgares : des citoyens européens soumis à des règles particulières... et qui subissent aussi les mauvaises conditions d'accueil en préfecture.

Les ressortissants de ces 2 pays bénéficient de la liberté de circulation comme tous les citoyens européens, mais durant la période transitoire, ils doivent être en possession d'un titre de séjour pour exercer un emploi, à la différence des ressortissants des 24 autres pays membres.

Les demandes d'autorisations de travail doivent être effectuées par les futurs employeurs.

La démarche est très coûteuse et les autorisations ne sont accordées qu'exceptionnellement et avec beaucoup de retard.

Nous avons constaté que les agents de la préfecture sont mal informés des conditions particulières concernant ces citoyens européens...

Le motif invoqué le plus souvent pour la délivrance d'OQTF est le maintien de la présence en France au delà de 3 mois et l'existence d'une « charge déraisonnable pour le système d'assistance sociale en France » et ce, alors que les personnes ne bénéficient d'aucune aide.

Il n'est tenu aucun compte des preuves apportées par les personnes de la date de leur entrée en France, leur situation devant pouvant faire l'objet d'un examen particulier selon leur entrée en France depuis plus ou moins de 3 mois.

Les personnes occupant des terrains, comme à Triel, sont soumises à un harcèlement policier : visites, annonces de distributions d'OQTF, d'évacuations de terrains, qui ne visent qu'à les intimider et provoquer leur départ volontaire ; tout cela sans tenir compte des combats pour des projets d'habitat, d'accompagnement social et d'insertion, notamment par la scolarité des enfants, l'apprentissage du français et de la citoyenneté, annihilant de fait ces avancées, et aggravant donc leur situation de précarité, de misère extrême et de rejet.

Les Roumains dont la reconduite à la frontière est peu coûteuse et facile puisque les personnes sont souvent groupées, sont utilisés dans la poursuite d'une politique du chiffre visant à afficher un grand nombre de reconduites à la frontière.

Le Collectif Romyvelines qui effectue depuis plus de 3 ans, des accompagnements de roms en préfecture de Versailles dénonce un dysfonctionnement kafkaïen et révoltant.

Certes, il est dit aux roms qu'ils ont le « grand privilège » de venir sans rendez vous... mais en réalité, même présents très tôt, voire les premiers dans la file d'attente, ils se retrouvent le plus souvent refoulés, sous prétexte qu'ils n'y a plus de ticket (variant de 1 à 4 selon le jour) ou que ce n'est pas le bon jour, même si celui ci a été indiqué par l'administration. Cela les oblige donc, à revenir plusieurs fois au risque d'être encore refoulés ...

Alors que le Secrétariat Général de la préfecture avait promis avant l'été, de tenir au courant les associations des changements de modalités d'accueil (logiquement en mieux !), nous constatons, que récemment le « privilège » de la file « européens » a même été brutalement supprimé !

C'est pourquoi le collectif Romyvelines s'associe tout naturellement et solidairement à la large mobilisation du 7 décembre devant la préfecture de Versailles pour que les conditions d'accueil soient enfin dignes et humaines envers tous.

Contact mail: romyvelines@hotmail.fr - romyvelines .over- blog .com

Contacts Presse: 06 74 92 20 24: Fabienne Lauret